



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme alimentaire mondial

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN HAÏTI

6 décembre 2017



Photographies: ©FAO/Baquedano.

Le présent rapport a été établi par Felix Baquedano (FAO) et Byron Ponce Segura (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM avec des informations provenant de sources officielles et autres. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Mario Zappacosta
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international
et des marchés, EST/FAO
Mél: giew1@fao.org

Miguel Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
PAM
Mél: miguel.barreto@wfp.org

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur Internet, sur les sites Web de la FAO et du PAM aux adresses URL ci-après: <http://www.fao.org/giew1/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribeSMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, veuillez envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN HAÏTI

6 décembre 2017

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN

© FAO, 2017

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

TABLE DES MATIÈRES

Page

SIGLES ET ACRONYMES.....	6
FAITS SAILLANTS	7
1. VUE D'ENSEMBLE	7
2 CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE	8
2.1 Caractéristiques démographiques et situation économique	8
2.2 Croissance économique	9
2.3 Taux de change et niveaux des prix à la consommation.....	10
3 PRIX ET CONDITIONS DU MARCHÉ	11
3.1 Niveaux des prix des denrées de base et conditions du marché	11
3.2 Coût du panier alimentaire représentatif.....	15
4 PRODUCTION.....	16
4.1 Facteurs ayant une incidence sur les rendements	16
4.1.1 Régimes des précipitations au cours de la campagne de printemps de 2017	16
4.1.2 Accès aux semences et aux autres intrants	18
4.2 Attentes des agriculteurs concernant la production de la campagne de printemps de 2017	19
4.3 Estimations de la production.....	21
5. SITUATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE DENRÉES ALIMENTAIRES.....	22
5.1 Situation de l'offre et de la demande alimentaires au cours de la campagne 2017/18.....	22
5.2 Additif: Répercussions prévues de l'ouragan Irma sur la production céréalière de 2017	23
6. SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....	25
6.1 Méthode	25
6.2 Impact de l'ouragan Matthew sur la sécurité alimentaire	26
6.3 Moyens de subsistance et sources de revenu	28
6.4 Stratégies de subsistance	29
7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	29
Annexe Facteurs de conversion en tonnes d'équivalent maïs (TEM) de la CNSA.....	31

SIGLES ET ACRONYMES

ACF	Action Contre la Faim
ALPS	Alerte sur les flambées des prix
CARI	Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire
CCBS	Bilans nationaux des produits de base
CFSAM	Mission FAO/PMA d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i> (Agence centrale de renseignements américaine)
CCR	Centre commun de recherche de la Commission européenne
CNIGS	Centre national de l'information géo-spatiale
CNSA	Coordination nationale de la sécurité alimentaire du Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural
CUSA	Cellule d'urgence du secteur agricole
ECHO	Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes
ESASU	Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence du PAM
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAOSTAT	Base de données statistiques fondamentales de la FAO
FEWSNET	Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine
FMI	Fond monétaire international
FPMA	Suivi et analyse des prix des produits alimentaires
HTG	Gourde haïtienne
IHSI	Institut haïtien de statistique et d'informatique
IPC	Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire
MARNDR	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural
OANDA	Compagnie canadienne spécialisée dans la conversion de devises
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte précoce sur l'alimentation et l'agriculture
TEM	Tonnes d'équivalent maïs
UN	Nations Unies
USAI	Unité de statistique agricole et informatique
USD	Dollar des États-Unis

FAITS SAILLANTS

- La campagne agricole de printemps de 2017 a été caractérisée par des précipitations mal réparties et en quantité insuffisante. Il s'agit donc de la quatrième campagne consécutive depuis 2014 qui s'écarte significativement de la tendance des précipitations à long terme.
- Les disponibilités alimentaires intérieures sont estimées à 550 000 tonnes en 2017, soit environ 3,5 pour cent de moins qu'en 2016 et près de 6 pour cent de moins que la moyenne. Le recul des disponibilités est essentiellement lié à des contractions de la production de maïs et de sorgho.
- Les besoins d'importations de céréales pour la campagne de commercialisation 2017/18, principalement du blé et du riz, devraient s'élever à 703 000 tonnes, soit environ 20 pour cent de plus qu'en 2016.
- Étant donné que selon les premières évaluations officielles l'ouragan Irma n'a pas fait de dégâts majeurs, les disponibilités alimentaires intérieures ne devraient reculer que d'environ 23 000 tonnes.
- En août, les prix des denrées alimentaires se sont établis à des niveaux relativement élevés, proches de ceux observés au cours la période critique 2014-2016, durant laquelle le pays a souffert d'une sécheresse prolongée, provoquée par El Niño. Le coût du panier alimentaire représentatif était toujours plus élevé entre mai et septembre 2017 qu'à la même période un an plus tôt.
- Selon l'Évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence (ESASU) publiée en mai 2017, à l'apogée de la période de soudure et avant les récoltes de la campagne agricole de printemps de 2017, environ 3 millions de personnes étaient considérées en situation d'insécurité alimentaire.
- La Mission estime que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a légèrement diminué depuis janvier 2017, mais que le pays a toujours besoin d'une aide ciblée, en particulier dans les zones où les moyens de subsistance et les logements n'ont pas été pleinement rétablis après l'ouragan Matthew qui a dévasté le pays à la fin de 2016.

1. VUE D'ENSEMBLE

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) s'est rendue en Haïti du 2 au 26 août afin d'évaluer la production alimentaire de la campagne agricole de printemps de 2017, qui s'étend de mars à août, et d'apprécier la situation de la sécurité alimentaire. La campagne agricole de printemps représente quelque 60 pour cent de la production céréalière annuelle et s'avère très importante pour déterminer les disponibilités alimentaires et apprécier la sécurité alimentaire au cours de la prochaine année agricole 2017/18. La Mission était composée de fonctionnaires de la FAO, du PAM et du Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) d'Haïti, qui était représenté par la Coordination nationale pour la sécurité alimentaire (CNSA) d'Haïti et l'Unité de statistique agricole et informatique (USAI). Des membres du personnel du Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET) et du Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne ont collaboré étroitement avec la Mission en tant qu'observateurs.

Les membres de la Mission ont interrogé des agriculteurs au sujet de leurs perceptions à l'égard des récoltes de la campagne agricole de printemps. Pour ce faire, la Mission a organisé des entretiens de groupe dans 70 des 140 communes que compte le pays, dans l'ensemble des dix départements du pays (tableau 1). Après trois années consécutives de récoltes sévèrement réduites en raison de la sécheresse liée au phénomène El Niño, entre 2014 et 2016, et les dégâts provoqués par le passage de l'ouragan Matthew à la fin de 2016, il était essentiel d'évaluer la production de la campagne de printemps de 2017 et son incidence sur la situation de la sécurité alimentaire du pays.

La campagne agricole de printemps de 2017, qui s'étend de mars à août, a été caractérisée pas des précipitations irrégulières. Les précipitations ont commencé plus tôt par rapport aux tendances historiques, et ont culminé à la fin du mois d'avril au lieu de la fin du mois de mai. Puis la période sèche, qui survient généralement avant les premières récoltes en juin s'est prolongée de plus de dix jours. Les pluies précoces et intenses tombées en avril ont nui aux rendements des légumineuses, qui ont souffert d'un excès de précipitations et d'humidité. L'épisode de sécheresse prolongée en juin, durant la période de floraison ou de remplissage des grains, a compromis les rendements du maïs. La production de la campagne de printemps de 2017 devrait être inférieure de 15 pour cent à celle de 2016 pour le maïs, de 18 pour cent pour le sorgho et de 6 pour cent pour les légumineuses. Toutefois, si les prochaines campagnes d'automne et d'hiver, à récolter à partir de respectivement décembre 2017 et mars 2018, restent inchangées par rapport à 2016, la production agricole de 2017 devrait croître de 7 pour cent par rapport à l'an dernier. Ces estimations supposent des pertes de culture négligeables liées au passage du cyclone Irma, qui a traversé les départements du nord

entre le 8 et le 9 septembre 2017 et s'est accompagné de précipitations abondantes et de vents violents. Si les dommages réels sont conformes aux premières estimations tirées d'une évaluation rapide effectuée par le MARNDR, les estimations concernant la production totale de céréales, de racines féculentes et de légumineuses en 2017 pourrait être légèrement révisée à la baisse mais restées supérieures à la moyenne de la production durant la période 2014-2016 touchée par El Niño. Toutefois, la production en 2017 reste nettement inférieure aux niveaux d'avant la période El Niño et les disponibilités alimentaires dans le pays restent tributaires des marchandises importées et des prélèvements sur les stocks des ménages.

Malgré un fléchissement des prix lié à une appréciation de la gourde et aux tendances saisonnières en août, les prix des denrées produites localement se sont maintenus à des niveaux supérieurs, ou semblables, à ceux de 2014-2016 sur les principaux marchés. La stabilité et l'appréciation de la gourde en 2017 ont contribué à améliorer l'accès aux denrées alimentaires importées, bien que le coût du panier alimentaire soit demeuré élevé.

Après trois années de production agricole erratique, le niveau d'endettement élevé des ménages et l'épuisement des biens ont aggravé les problèmes structurels qui empêchent la croissance du secteur agricole. En particulier, la Mission a identifié trois principaux problèmes régulièrement cités par les agriculteurs concernant la croissance du secteur agricole. Le premier est la distribution et la disponibilité générale de semences, y compris la ponctualité des distributions ainsi que l'adéquation du matériel génétique par rapport aux zones où les semences sont censées être utilisées. La seconde contrainte est l'état de délabrement du matériel et des infrastructures d'irrigation. Concernant les infrastructures d'irrigation existantes, les agriculteurs ont mentionné la nécessité de rénover les canaux et de réparer les pompes. Enfin, le troisième problème structurel concerne la diminution de la main-d'œuvre agricole disponible ces dernières années. La faible rentabilité de l'agriculture et l'instabilité des récoltes ces dernières années ont incité de nombreuses personnes à quitter leurs communautés, pour migrer soit vers des centres urbains soit à l'étranger, à la recherche d'autres possibilités de revenus.

2. CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

2.1 Caractéristiques démographiques et situation économique

Haïti est situé entre la mer des Caraïbes et l'océan Atlantique Nord. Le pays occupe un tiers de la masse terrestre de l'île d'Hispaniola, qu'il partage avec la République dominicaine le long d'une frontière qui s'étend sur 376 km. Sur le plan administratif, Haïti est divisé en 10 départements, 41 arrondissements et 140 communes (figure 1).

Figure 1: Haïti – Divisions administratives



Source: Ministère de l'agriculture d'Haïti.

Selon les dernières estimations de la population, publiées par l'ONU, en 2015 le pays comptait environ 10,7 millions de personnes, dont plus de 60 pour cent étaient concentrées dans trois départements: Ouest, Artibonite et Nord (tableau 1). La capitale, Port-au-Prince, située dans le département de l'Ouest, est la ville la plus peuplée du pays. La population du pays est jeune – près de 55 pour cent a moins de 24 ans – et de plus en plus urbaine – la population urbaine représentait 57 pour cent du total en 2014 (*World Factbook* de la CIA, 2016 et Banque mondiale, 2016). Cela représente une croissance de 47 pour cent de la part de la population urbaine depuis 2000. En ce qui concerne la répartition de la superficie des terres, les départements de l'Ouest et de l'Artibonite occupent 36 pour cent de la superficie totale d'Haïti, et constituent la plus grande part des terres agricoles.

Tableau 1: Haïti – Répartition de la population en 2015 et superficies terrestres par département en 2012

Département	Population (en milliers)	Superficie (en km ²)
Ouest	3 956	4 827
Artibonite	1 696	4 984
Nord	1 048	2 106
Sud	761	2 794
Centre	733	3 675
Nord-Ouest	715	2 176
Sud-Est	621	2 023
Grande-Anse	460	1 912
Nord-Est	387	1 805
Nippes	336	1 267
Total	10 711	27 569

Source: FAO, sur la base de données concernant la population du PNUD, et données concernant les superficies terrestres du MARNDR.

La pauvreté a reculé dans les années 2000, l'indice numérique de la pauvreté est passé de 77 pour cent de la population totale en 2001 à 58,5 pour cent en 2012. Toutefois, dans les zones rurales, le taux de pauvreté a reculé moins vite, il est passé de 88 pour cent en 2001 à 74,9 pour cent en 2012. Malgré les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté, les revenus restent faibles et très asymétriques. Près de 71 pour cent de la population vit avec 3,10 USD par jour (Banque mondiale, 2016). En outre, en 2012, le décile le plus riche de la population représentait 48 pour cent de l'ensemble du revenu national. En revanche, le décile le plus pauvre ne représentait que 0,55 pour cent du revenu national, soit une baisse de 14 pour cent par rapport à 2001 (Banque mondiale, 2016).

2.2 Croissance économique

La croissance économique a légèrement rebondi en 2016 par rapport à l'année précédente, augmentant de quelque 0,2 pour cent. La reprise de l'économie est principalement liée à la contribution du secteur agricole. En 2016, l'agriculture était le seul secteur à afficher un taux de croissance supérieur à la moyenne quinquennale. Selon l'Institut haïtien de statistique et d'informatique, cela tient essentiellement aux niveaux élevés des prix en 2016, découlant de la forte dépréciation de la gourde. Il s'agit d'un renversement de la situation observée en 2014 et 2015, deux années où le secteur avait été dévasté par la sécheresse provoquée par le phénomène El Niño. Malgré cela, la contribution de l'agriculture au PIB a diminué au cours des cinq dernières années au détriment du secteur des services dont la part des revenus ne cesse de croître.

Tableau 2: Croissance du PIB réel par secteur et par exercice financier, octobre/septembre (pourcentage)

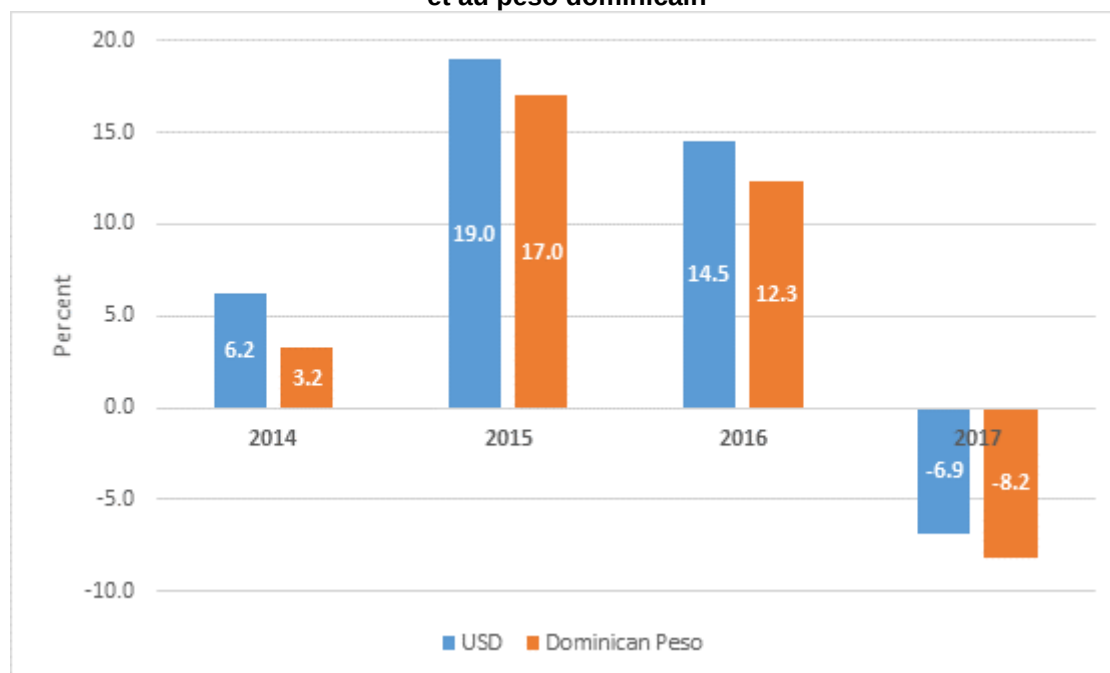
	2014	2015	2016 (estimation)	Moyenne quinquennale
Croissance du PIB réel	2,8	1,2	1,4	2,5
Agriculture	-1,5	-5,6	3,0	-0,2
Industrie et manufacture	2,7	4,5	1,4	3,5
Construction	7,6	2,2	0,2	4,9
Services	3,5	2,7	2,1	2,9
Part de l'agriculture dans le PIB total (%)	21,4	20,0	20,4	21,9

Source: Ministère de l'économie et des finances et IHSI.

2.3 Taux de change et niveaux des prix à la consommation

Entre janvier et septembre 2017, la monnaie nationale, la gourde, s'est fortement appréciée par rapport au dollar américain et au peso dominicain, inversant les tendances observées en 2015 et 2016 (figure 2). L'appréciation constante a eu un impact direct sur la stabilité des prix des produits alimentaires importés ainsi que sur le volume des importations.

Figure 2: Haïti – Variations des taux de change au terme de l'exercice: gourde face au dollar américain et au peso dominicain



Source: Calculs de la FAO sur la base des taux de change interbancaires hebdomadaires et données du FMI.

Note: Au terme de l'exercice est défini comme la variation des taux de change entre les mois de janvier et de décembre de la même année, à l'exception de 2017 qui reflète la variation des taux de change entre janvier et la première moitié de septembre.

En moyenne, Haïti importe des biens pour une valeur totale d'environ 2,5 milliards d'USD par an, dont un tiers pour des denrées alimentaires (tableau 3). Les principales denrées de base importées sont le riz et le blé, le riz représentant la plus grande part des importations. Le riz importé représente plus de 80 pour cent de la consommation alimentaire intérieure. En 2016, les importations de riz ont atteint 196 millions d'USD soit 24 pour cent de la valeur totale des importations de produits alimentaires, un niveau légèrement inférieur à la moyenne des cinq dernières années (tableau 3). Toutefois, en ce qui concerne les volumes importés, les importations de riz ont enregistré une croissance moyenne de 4 pour cent par an et ont atteint 435 000 tonnes en 2016. Pratiquement tout le riz importé dans le pays provient des États-Unis, accentuant l'importance du taux de change gourde-dollar américain.

Tableau 3: Haïti – Valeur des importations alimentaires et agricoles^{1/} par source (en millions)

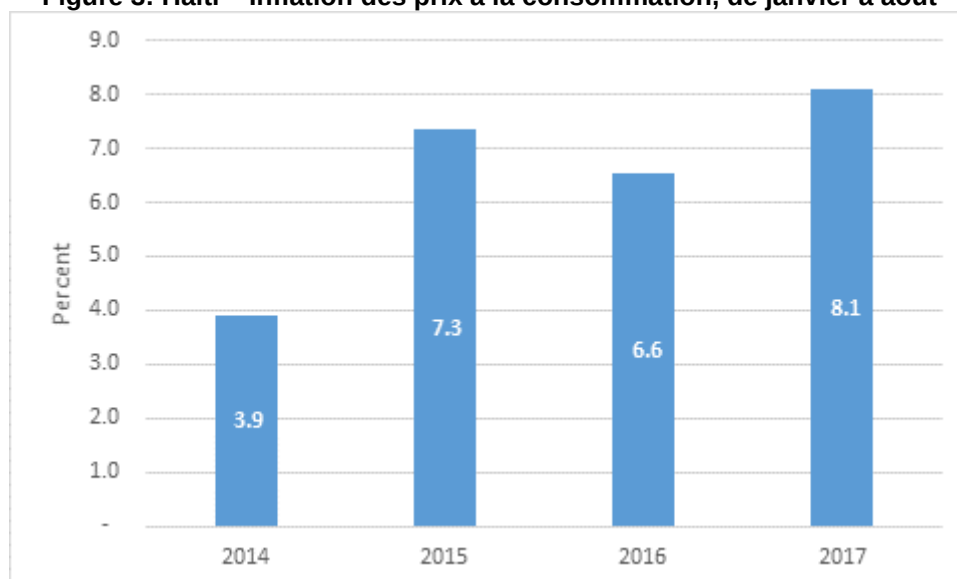
	2014	2015	2016	Moyenne quinquennale
États-Unis	350	341	340	350
Amérique latine et Caraïbes	224	181	192	223
Union européenne	90	56	62	65
Chine	28	29	35	27
Canada	21	23	32	17
Reste du monde	140	131	148	129
Valeur totale	853	761	808	812
Changement en % de la valeur totale par rapport à l'année précédente	-	-11	6	-
Importations de riz	206	191	196	201
Importations de riz (% du total des importations alimentaires)	24	25	24	25
Importations de riz (% des importations en provenance des États-Unis)	99	99	97	94
Total des importations de biens	2 669	2 486	2 489	2 474
Importations alimentaires (% du total des importations de biens)	32	31	32	33

Source: Calculs de la FAO sur la base de données du Global Trade Atlas et des taux de change du FMI et d'OANDA.

^{1/} Les valeurs des importations correspondent aux importations rapportées.

En dépit d'une meilleure production agricole en 2016 et d'importations accrues de denrées alimentaires, facilitées par le renforcement de la gourde, le taux d'inflation des prix à la consommation à la fin du mois d'août 2017 était plus élevé qu'à la même période durant les trois dernières années (figure 3).

Figure 3: Haïti – Inflation des prix à la consommation, de janvier à août



Source: Calculs de la FAO sur la base de données du FMI et de l'IHSI.

3. PRIX ET CONDITIONS DU MARCHÉ

3.1 Niveaux des prix des denrées de base et conditions du marché

En août, mois durant lequel la Mission s'est rendue dans le pays, les prix des principales denrées de base ont suivi les tendances saisonnières et se sont établis à des niveaux proches de ceux d'avant la crise dans certains cas, même si des différences significatives ont été observées selon les marchés. La Mission a constaté que certains aliments qui sont normalement produits dans le pays, tels que la farine de maïs et les haricots, ont été importés de la République dominicaine, améliorant ainsi la situation précaire de l'offre de ces denrées de base, et évitant une pénurie d'aliments et une inflation alimentaire élevée. Les prix de la farine de blé et des huiles végétales (des produits importés) constituent des exceptions notables. Depuis juillet, selon le système d'alerte sur les flambées des prix (ALPS) du PAM, qui vise à détecter des prix anormalement élevés, les prix

de la farine de blé et des huiles végétales n'ont pas suivi la tendance générale et ont atteint des niveaux élevés sur certains des principaux marchés (tableau 4).

Tableau 4: Haïti – Prix des produits de base considérés comme élevés en juillet 2017 selon le système ALPS du PAM

Marché	Produit	Prix, juillet 2017 (HTG)	Variation intermensuelle (%)	Phase ALPS
Gonaïves	Huile végétale	400/gallon	-2	Stress
Hinche	Farine de blé	110/marmite	2	Stress
Jérémie	Farine de blé	160/marmite	-13,3	Crise
Cap-Haïtien	Farine de blé	150/marmite	7	Stress
Ouanaminthe	Huile végétale	400/gallon	-0,6	Alerte
Port-au-Prince	Riz (Tchako)	150/marmite	0	Stress
Jacmel	Farine de blé	210/marmite	-1,1	Alerte

Source: Système ALPS du PAM <http://foodprices.vam.wfp.org/ALPS-at-a-glance.aspx>

À partir des observations faites sur les quelques marchés visités, les conclusions générales suivantes peuvent être tirées:

- Les marchés étaient généralement bien approvisionnés, en particulier grâce aux produits importés. Toutefois, l'offre de produits locaux était très variable. L'offre de racines féculentes, telles que le manioc et les ignames, et de plantains était supérieure à celle de céréales et de légumineuses produites localement. Une quantité importante de céréales importées (riz et maïs) a été observée.
- La Mission a constaté la présence de produits en provenance de la République dominicaine et d'Amérique centrale, y compris des bananes, des haricots, des aliments transformés et du sucre. L'emballage et l'étiquetage des aliments transformés ciblaient les marchés haïtiens. L'étiquetage était en français et les noms des produits étaient en créole. Les importations de produits de subsistance, telles que la farine de maïs, étaient évidentes. Ces produits pourraient supplanter ceux produits localement, les consommateurs ayant développé une préférence pour ces produits qu'ils considèrent comme étant de meilleure qualité.
- L'absence de produits locaux était due en partie à des facteurs saisonniers, étant donné que les agriculteurs n'avaient que récemment conclu leur récolte et que leurs produits n'avaient pas encore atteint les marchés. Cependant, particulièrement dans le nord du pays, certains commerçants ont déclaré avoir des difficultés à trouver du maïs et des haricots produits localement en raison de la contraction de la production enregistrée cette année par les agriculteurs.
- L'offre de denrées produites localement était variable selon les marchés et fortement corrélée avec les résultats des récoltes. Ces produits comprenaient notamment les haricots, les épis de maïs (largement consommés après la campagne de printemps de 2017), les racines, les légumineuses, les plantains et les bananes.
- Les négociants ont signalé un fléchissement des prix des marchandises importées entre janvier et août 2017, en raison de l'appréciation et de la stabilité de la gourde. Toutefois, en août les prix étaient toujours relativement plus élevés qu'un an plus tôt. Certains commerçants ont également signalé des problèmes de trésorerie les empêchant de constituer des stocks.
- La demande de crédits de subsistance a été variable. Dans les régions du nord, rien ne permet d'affirmer que la demande de crédit des consommateurs s'est accrue. En revanche, dans le sud, les négociants ont signalé une hausse de la demande d'achats à crédit.

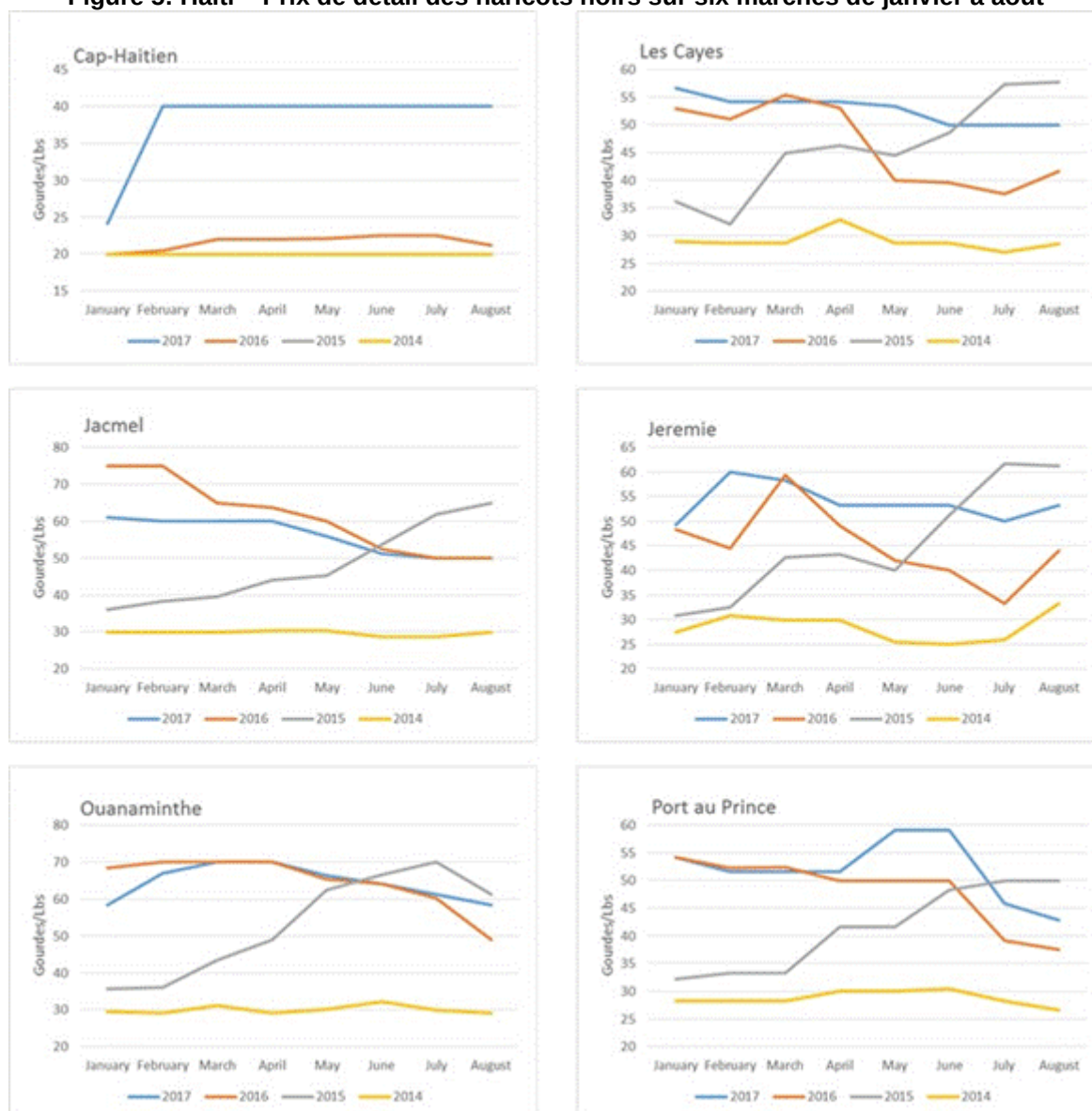
En août, les prix des principales denrées de base, la farine de maïs (produite localement), les haricots noirs et le riz importé ont dans l'ensemble diminué ou sont restés relativement stables sur les principaux marchés (figures 4, 5, 6). La baisse des prix est conforme aux tendances saisonnières et s'explique principalement par l'arrivée sur les marchés des produits de la récolte de printemps. Toutefois, les prix du maïs sont restés supérieurs à ceux de l'an dernier ou proches des niveaux observés en août au cours de la période 2014-2016, touchée par une grave sécheresse dans les régions de Port-au-Prince, Ouanaminthe et Jérémie (figure 4). Dans les trois autres marchés, les prix se sont établis à des niveaux similaires à ceux observés entre 2014 et 2016. Concernant les haricots noirs, au Cap-Haïtien, les prix ont atteint des niveaux nettement supérieurs à ceux enregistrés durant les mois correspondants au cours de la période 2014-2016 (figure 5). Dans les autres principaux marchés, les prix des haricots noirs sont restés à des niveaux élevés, similaires à ceux observés en août durant au moins une année entre 2014 et 2016. En août, les prix du riz importé, qui représente environ 80 pour cent de l'utilisation intérieure, étaient aussi élevés qu'en 2014-2016 (figure 6). À Port-au-Prince, la capitale, malgré le déclin saisonnier en août, les prix du riz étaient plus élevés qu'en 2014-2016.

Figure 4: Haïti – Prix de détail de la farine de maïs produite localement sur six marchés de janvier à août



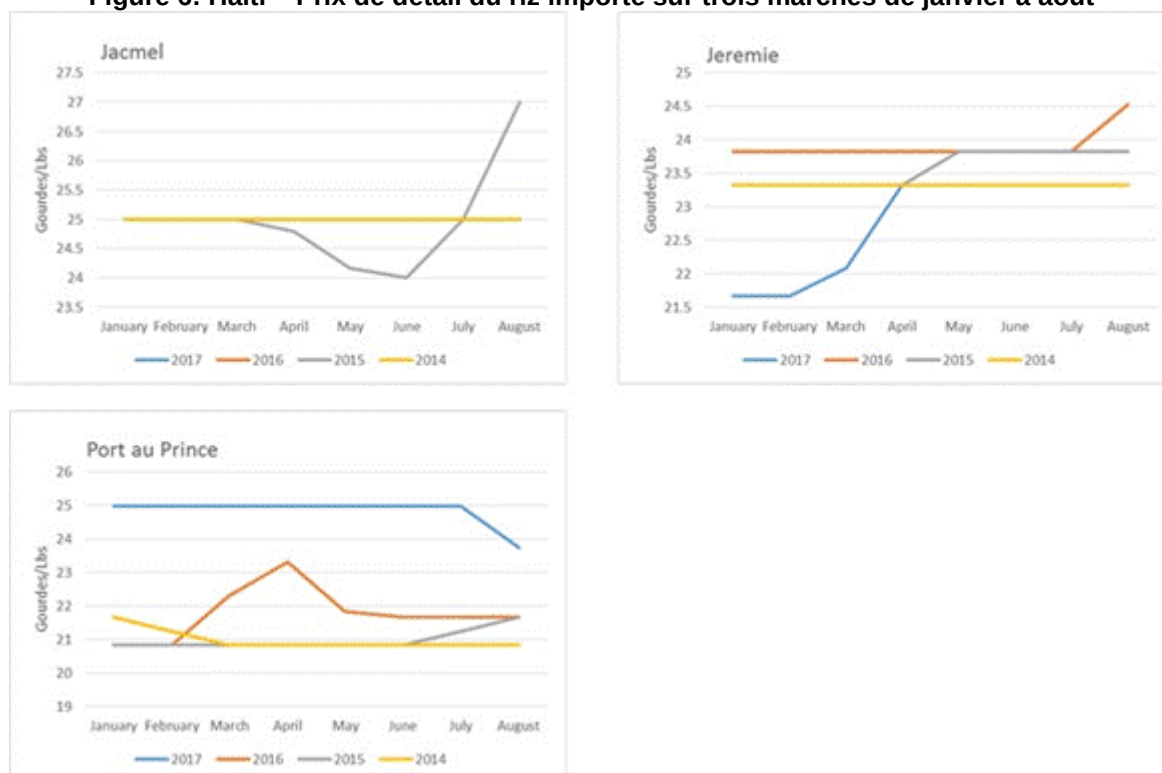
Source: Outil FPMA de la FAO sur la base de données de la CNSA.

Figure 5: Haïti – Prix de détail des haricots noirs sur six marchés de janvier à août



Source: Outil FPMA de la FAO sur la base de données de la CNSA.

Figure 6: Haïti – Prix de détail du riz importé sur trois marchés de janvier à août



Source: Outil FPMA de la FAO sur la base de données de la CNSA.

3.2 Coût du panier alimentaire représentatif

Le coût du panier alimentaire représentatif¹ a généralement baissé entre mai et septembre 2017 (tableau 5). Les variations mensuelles n'ont pas excédé les 2 pour cent et le coût du panier alimentaire a observé une tendance à la baisse au cours de la période. Étant donné que la période d'analyse couvre les mois avant et après les récoltes de printemps, il est possible d'affirmer que la variation du coût des aliments pourrait ne pas avoir eu de répercussions sur l'accès économique des ménages au panier alimentaire au cours de la période. Cependant, si l'on compare avec l'année précédente, le coût du panier alimentaire est resté plus élevé entre mai et septembre 2017 qu'à la même période un an plus tôt. De 2015 à début 2016, le pays a connu de longues périodes de sécheresse; le pays a ensuite été frappé, fin 2016, par l'ouragan Matthew. En fin de compte, l'impact des chocs sur l'accès économique des ménages au panier alimentaire sera fortement tributaire de l'évolution du revenu des ménages en 2017.

Tableau 5: Haïti – Évolution du coût du panier alimentaire représentatif, mai-septembre 2017

	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Prix en valeur nominale	1 226,2	1 216,0	1 206,9	1 187,5	1 209,1
- Variation par rapport à 2016 (%)	14	13	12	9	11
- Variation par rapport au mois précédent (%)		-1	-1	-2	2
Prix réel	487,7	483,62	480,03	472,28	480,9
- Variation par rapport à 2016 (%)	3	4	4	2	5
- Variation par rapport au mois précédent (%)		-1	-1	-2	2

Source: Estimations du PAM sur la base de données de la CNSA.

¹ Le panier alimentaire établi par la CNSA représente 1 979 kg calories par personne et par jour et se compose de six produits: riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale.

4. PRODUCTION

Les systèmes agricoles d'Haïti sont caractérisés par la production de plusieurs cultures. Toutefois, parmi ces cultures, quatre groupes sont particulièrement importants en termes de production globale, de consommation énergétique et d'apport protéique. Il s'agit des céréales, des légumineuses (y compris différents types de haricots), des racines féculentes et des tubercules. En moyenne, les Haïtiens consomment environ 2 091 calories et près de 48 grammes de protéines par jour (FAO, 2017). Les principales céréales, le riz et le maïs, représentent environ un tiers de l'apport calorique et protéique (tableau 6), les légumineuses et les racines féculentes en assurent 15 pour cent supplémentaires. Dans cette section, nous examinons les attentes des agriculteurs s'agissant des récoltes de ces groupes d'aliments au cours de la campagne de printemps de 2017 et fournissons une estimation de la production en 2017. La section se conclut par une estimation des disponibilités alimentaires.

Tableau 6: Haïti – Apport énergétique et protéique de produits alimentaires sélectionnés

	Riz	Maïs	Haricots	Patates douces	Igname	Total
Calories (Kcal/personne/jour)	426	217	83	118	81	925
Total des calories consommées (%)	20,4	10,4	4,0	5,6	3,9	44,2
Protéines (g/habitant/jour)	8,4	5,66	5,43	0,9	1,62	22,01
Apport total en protéines (%)	17,6	11,9	11,4	1,9	3,4	46,1

Source: FAOSTAT, 2017.

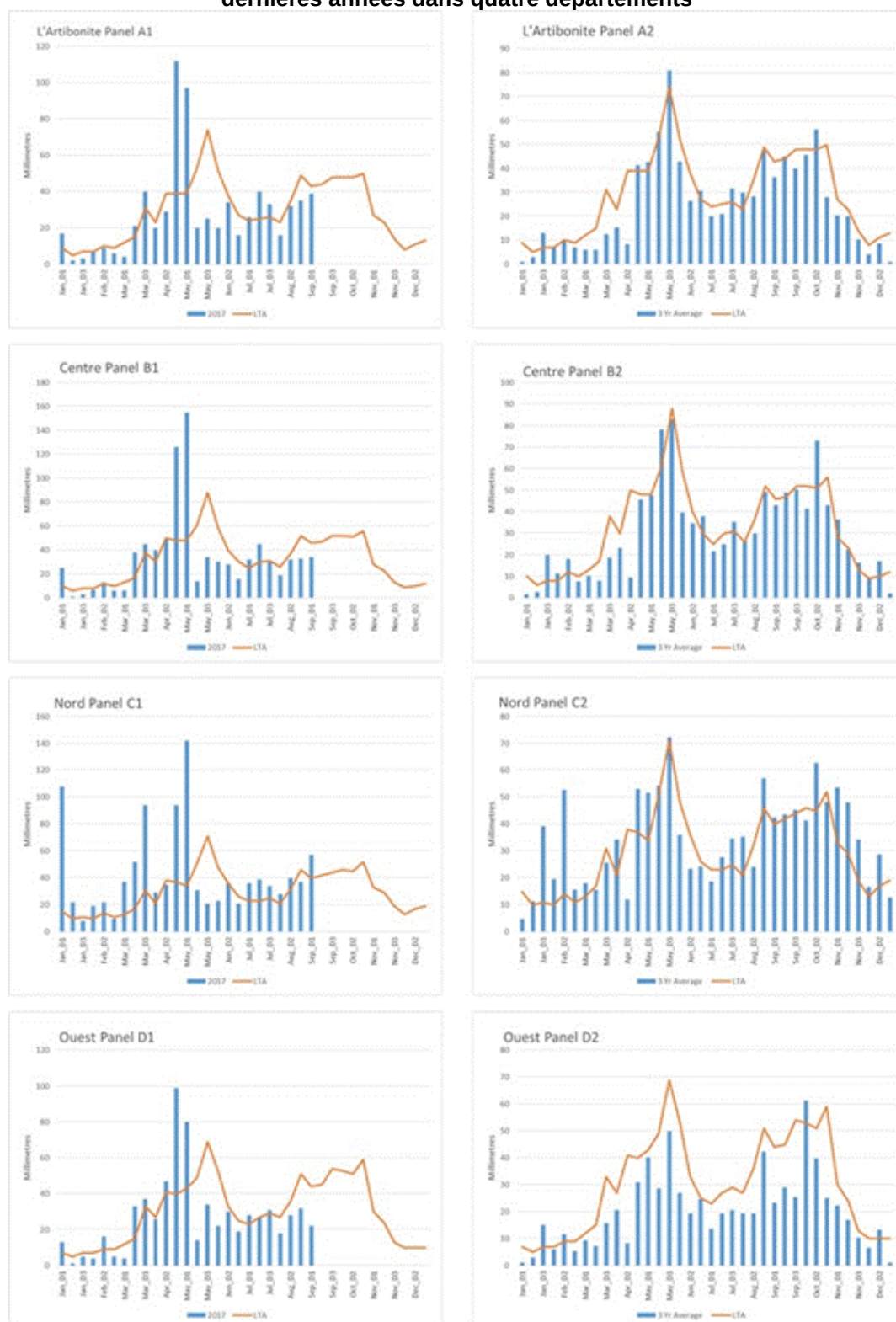
4.1 Facteurs ayant une incidence sur les rendements:

4.1.1 Régimes des précipitations au cours de la campagne de printemps de 2017

Les pluies de la campagne de printemps en Haïti commencent à partir du mois de mars et correspondent au début de la préparation de la terre et des semis, en particulier du maïs et des haricots. Les récoltes de la campagne de printemps surviennent ensuite à la fin du mois d'août, qui coïncide avec le démarrage des pluies de la campagne secondaire d'automne qui débute à la mi-août et s'étend jusqu'à la fin de novembre. Viennent ensuite les pluies de décembre qui coïncident avec les semis de la campagne d'hiver, qui est récoltée en mars de l'année suivante.

Les précipitations de la campagne de printemps de 2017 ont démarré en avance par rapport aux tendances historiques et se sont concentrées sur une période relativement courte. Selon les données de télédétection, les pluies de cette campagne ont commencé durant la deuxième décennie de mars et ont culminé durant la première décennie du mois de mai, environ 20 jours plus tôt que la moyenne. Le régime des précipitations est présenté en détail pour les départements de l'Artibonite, du Centre, du Nord et de l'Ouest, qui représentent les deux tiers de la production agricole nationale, même si les six autres départements du pays sont également concernés par les pluies de printemps (figure 7).

Figure 7: Haïti – Moyenne à long terme (MLT) des précipitations observées et moyenne des trois dernières années dans quatre départements



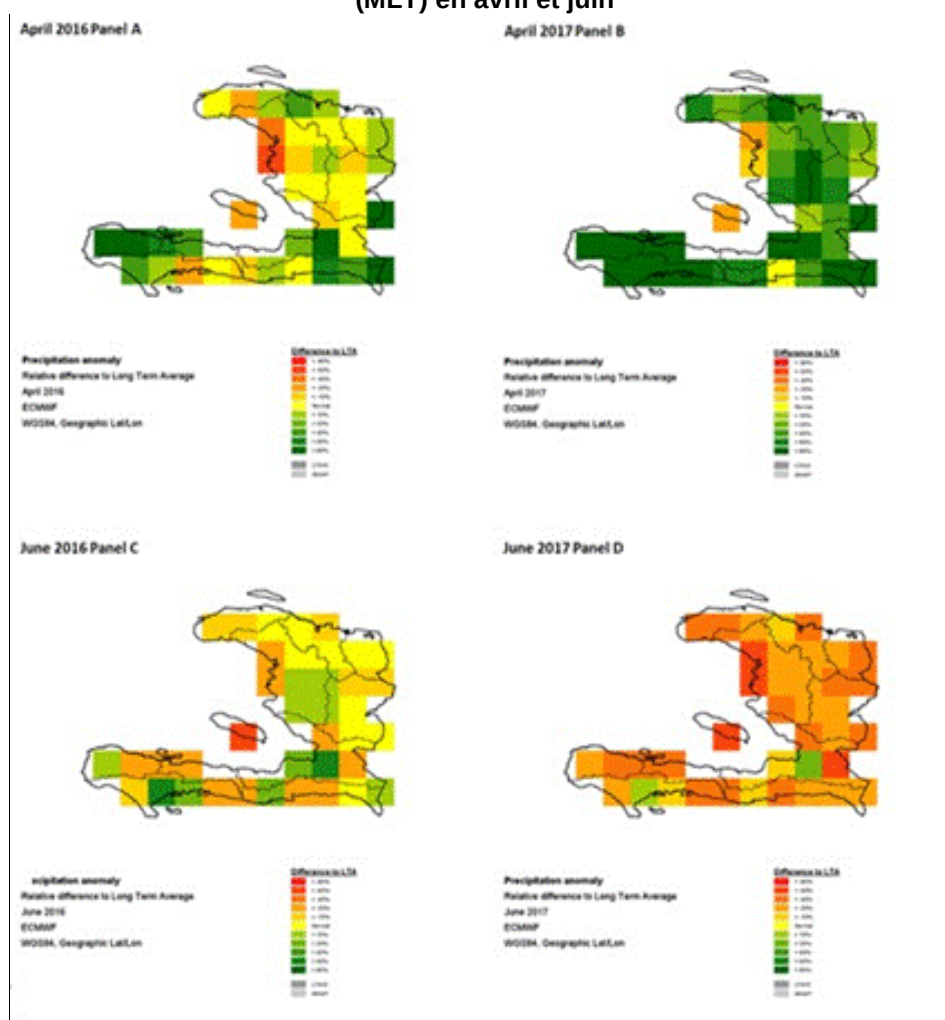
Source: FAO/SMIAR.

Ce changement des régimes des précipitations a un effet direct sur les rendements du maïs et des légumineuses. L'augmentation des précipitations au début de la campagne a eu une incidence sur les cultures de haricots de printemps, particulièrement importantes pour les agriculteurs pour la production de semences destinées aux cultures d'été et d'hiver. Les haricots sont plantés au moment des premières pluies à la fin du mois de mars de sorte que l'excès de précipitations en avril 2017 a détruit une partie de la récolte ou réduit les rendements, étant donné que les légumineuses sont très sensibles aux excédents d'humidité. À quelques

exceptions près, le niveau des précipitations a dépassé la moyenne à long terme de 40 à 80 pour cent dans la plupart des départements du pays pendant le mois d'avril (figure 8, panneau B). En 2016, en revanche, les niveaux des précipitations au cours de cette même période étaient normaux, seuls quelques départements dans le sud du pays ayant enregistré des précipitations supérieures à la moyenne.

L'excès de précipitations en avril a été suivi d'une pénurie de pluies en juin, au moment où les cultures de maïs étaient soit en phase de floraison/remplissage des grains, soit déjà en train de se former (figure 8, panneau D). Le mois de juin est normalement caractérisé par des conditions sèches du fait que la première saison des pluies tend à se terminer à cette période. Toutefois, les niveaux de précipitations en juin 2017 ont été exceptionnellement inférieurs à la moyenne à long terme pour ce mois. Selon les données de télédétection, en juin 2017 la plupart des départements ont enregistré des niveaux de précipitations inférieurs d'au moins 20 pour cent à la moyenne pour le mois de juin, ce qui a eu une incidence sur les rendements de la récolte de maïs. Les deux seuls départements où les agriculteurs ont déclaré que les changements des régimes de précipitations, en avril ou en juin, n'avaient pas eu de répercussions ou des répercussions minimales sur leurs cultures, ont été ceux de l'Ouest et du Centre. En revanche, les agriculteurs dans le département du Nord-Ouest et dans le Haut Artibonite, dans le nord du département de l'Artibonite, ont signalé des baisses importantes des rendements, voire dans certains cas la perte totale des cultures de maïs et de sorgho. Ailleurs dans le pays, les agriculteurs n'ont pas signalé d'importantes pertes de récolte.

Figure 8: Haïti – Différence des niveaux de précipitations par rapport à la moyenne à long terme (MLT) en avril et juin



Source: FAO/SMIAR.

4.1.2 Accès aux semences et aux autres intrants

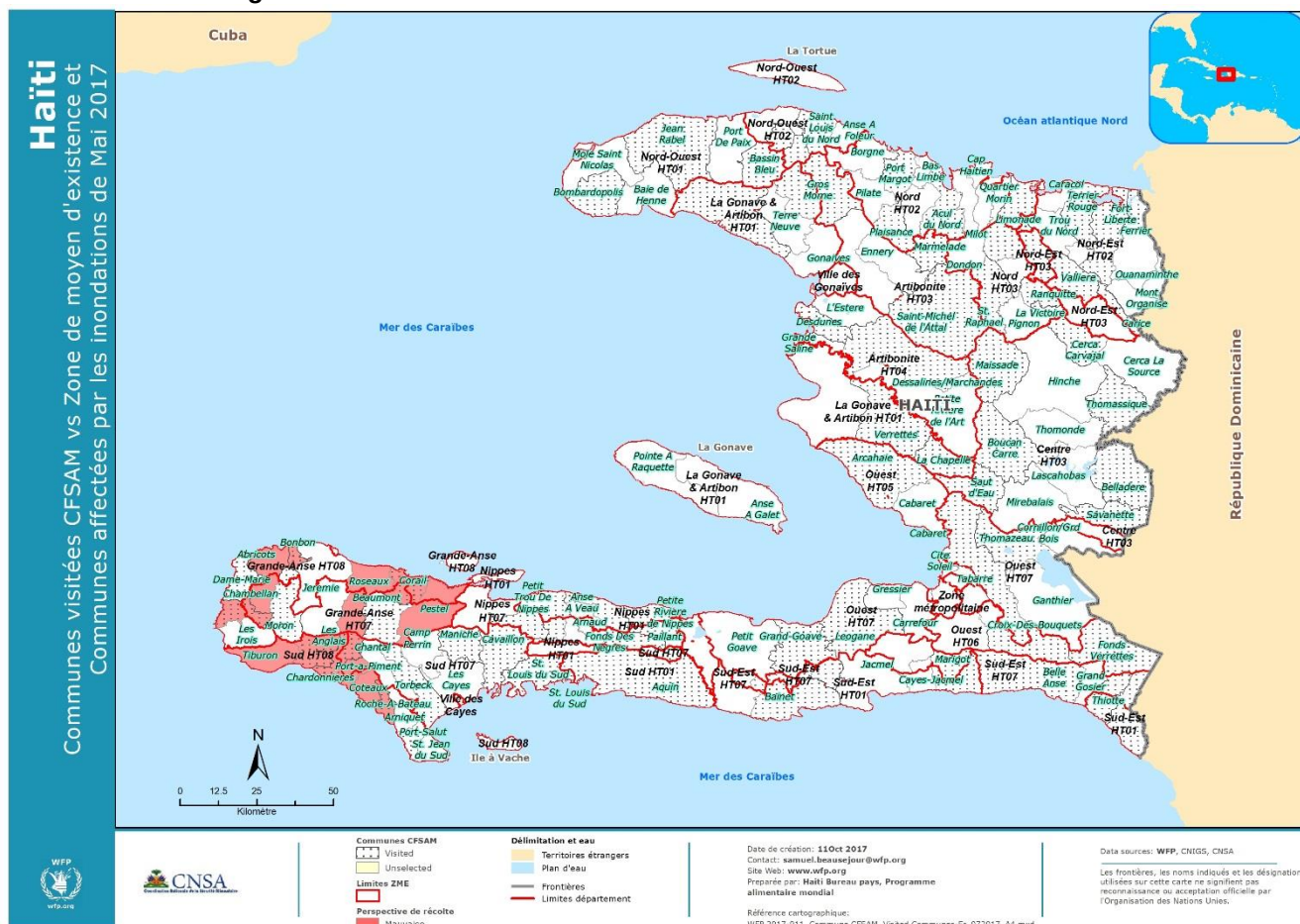
Outre les anomalies météorologiques, la production agricole en Haïti continue de subir les effets de plusieurs problèmes structurels. L'un des problèmes signalés par les agriculteurs est l'absence de semences certifiées. La plupart des agriculteurs dépendent des céréales alimentaires pour les semis de leurs récoltes du fait qu'ils

sont peu nombreux à avoir accès aux semences certifiées. Plusieurs unités du MARNDR et la FAO ont participé à des campagnes ciblées de distributions de semences. Toutefois, la Mission a constaté que souvent les semences distribuées n'étaient pas adaptées aux conditions locales. Par exemple, certaines variétés de semences avaient une période de maturation de cinq mois avant la récolte, alors que la campagne agricole ne dure que trois mois. Un autre problème était la lenteur dans la distribution, les semences arrivant dans certains cas après la période des semis. Un deuxième facteur est le coût et la rareté de la main-d'œuvre agricole. Selon les agriculteurs, ce problème est lié à l'augmentation des migrations des zones rurales vers les centres urbains, du fait que d'autres activités, telles que le commerce informel et les motos-taxis, fournissent des revenus plus élevés. On constate également une augmentation de l'immigration vers le Brésil, la République dominicaine et le Chili. Un troisième facteur est l'état des infrastructures d'irrigation et l'absence de petites machines agricoles. Les infrastructures d'irrigation, comme les canaux, doivent être rénovées et modernisées. L'accès aux petites machines agricoles, comme les petits tracteurs, est de plus en plus important en raison des difficultés à se procurer de la main-d'œuvre. Enfin, la faible capacité d'adaptation et de résilience face au changement climatique commence à avoir des répercussions constantes sur la production. Quatre des cinq dernières campagnes agricoles ont souffert de conditions climatiques irrégulières, qui ne touchent pas seulement la production des agriculteurs mais plus important encore leurs revenus. Cela tend à accroître leurs niveaux d'endettement et réduit leur capacité à reconstruire leurs actifs.

4.2 Attentes des agriculteurs concernant la production de la campagne de printemps de 2017

Les attentes des agriculteurs concernant les récoltes de printemps de 2017 ont été obtenues par le biais d'entrevues de groupe au niveau communal dans dix départements du pays. Au total, 70 des 140 communes du pays ont été visitées. Toutefois, les réponses n'ont été enregistrées que pour les cultures pertinentes dans le département et la commune donnée. En l'absence de consensus manifeste à propos de l'état de production dans un département/commune, la question relative à la production a été laissée sans réponse. La figure 9 présente les communes et les zones de moyens de subsistance visitées au cours de la Mission.

Figure 9: Haïti – Communes visitées au cours de la Mission CFSAM



Source: PAM, CNIGS et CNSA à l'aide des données tirées de l'enquête de la CFSAM.

Durant les entretiens de groupe, les discussions ont principalement porté sur les attentes des agriculteurs à l'égard des récoltes de la campagne de printemps de 2017 pour les quatre principales cultures ou groupes de cultures: maïs, riz, légumineuses, ignames et patates douces. Ensemble, ces quatre groupes représentent plus de 40 pour cent de la production agricole des 12 cultures ayant fait l'objet d'un suivi par le MARNDR en 2016. Les attentes concernant la production de riz et de maïs de la campagne de printemps de 2017 sont contrastées. Dans les communes situées dans le centre du pays, qui couvre les départements du Centre et de l'Ouest, les agriculteurs s'attendent à ce que la récolte de maïs de printemps soit au moins aussi bonne qu'en 2016 (tableau 7). En revanche, dans le sud, qui a été touché à la fin de 2016 par l'ouragan Matthew, et dans le nord du pays, les prévisions font état d'une contraction de la production de maïs. Les attentes concernant la récolte de riz de la campagne de printemps de 2017 étaient généralement bonnes, les agriculteurs anticipant une augmentation significative de la production dans le nord, qui comprend les principaux département producteurs de l'Artibonite, et dans le sud. En revanche, dans la plupart des communes situées dans le centre du pays, mais qui ne représentent que 2 pour cent de l'ensemble de la production de riz, les agriculteurs prévoient une baisse de la production. En ce qui concerne les légumineuses, les ignames et les patates douces, une claire tendance se dessine dans les communes du nord et du centre du pays, à savoir une augmentation de la production au cours de la campagne de printemps de 2017; tandis que les communes du sud anticipent une baisse. Ce résultat est cohérent avec les entretiens réalisés dans le nord et le centre du pays où les agriculteurs ont signalé une augmentation de l'activité des négociants achetant ces produits afin de les vendre dans le sud. Le sud est traditionnellement relativement auto-suffisant en ces produits, l'état médiocre des routes locales les protégeant de la concurrence, en particulier dans le cas des racines et des tubercules, des denrées associées à des coûts de transport élevés par rapport à leur prix final de vente. Toutefois, les hausses des prix des racines et des tubercules ont été suffisamment importantes pour compenser les coûts de transport. Selon les données sur les prix de gros du MARNDR, les prix des racines et des tubercules ont augmenté de 500 à 600 HTG en un an, atteignant en août 2017 des valeurs 50 pour cent plus élevées qu'un an plus tôt.

Tableau 7: Haïti – Nombre de communes par région, culture et prévisions des agriculteurs pour la campagne de printemps 2017 par rapport à 2016

	Diminution	Augmentation	Inchangé
Maïs			
Nord	11	10	0
Centre	5	6	2
Sud	14	11	0
Total maïs	30	27	2
Riz			
Nord	3	6	0
Centre	2	1	0
Sud	2	3	0
Total riz	7	10	0
Légumineuses			
Nord	11	9	1
Centre	3	10	0
Sud	19	8	0
Total légumineuses	33	27	1
Ignames et patates douces			
Nord	7	18	1
Centre	7	5	0
Sud	16	7	1
Total ignames et patates douces	30	30	2

Source: CFSAM.

Note: Les départements d'Haïti sont regroupés comme suit: Nord (Nord, Nord-Ouest, Nord-Est, Artibonite); Centre (Centre, Ouest); et Sud (Grande-Anse, Nippes, Sud, Sud-Est).

La figure 10 résume et ventile les résultats mentionnés ci-dessus. Dans le sud du pays, les agriculteurs prévoient généralement une production inférieure au cours de la campagne de printemps de 2017, seules quelques zones de moyens de subsistance prévoyant une augmentation. Dans le centre du pays, selon les agriculteurs, la production agricole devrait être relativement stable par rapport à 2016. Dans le nord, les communes qui s'attendent à une augmentation de la production sont plus nombreuses.

Figure 10: Haïti – Résumé des attentes des agriculteurs concernant les récoltes de la campagne de printemps 2017 par rapport à 2016, départements et zones de moyens de subsistance



Source: CFSAM et CNIGS.

4.3 Estimations de la production

Pour estimer la production de céréales, de légumineuses et de racines féculentes de 2017, les conditions météorologiques et les attentes des agriculteurs pour les récoltes de printemps, qui représentent 60 pour cent de la production annuelle, ont été prises en considération. L'estimation suppose une légère réduction de la production au cours de la campagne de printemps 2017 par rapport à la même campagne en 2016. L'hypothèse repose sur le fait que, pour l'ensemble des quatre principales cultures prises en considération, 100 communes prévoient une contraction de la production, dont 51 sont situées dans le sud. Les quatre départements du sud du pays ne représentent que 19 pour cent de la production céréalière annuelle et 25 pour cent de la production céréalière de la campagne de printemps. Un nombre quasi équivalent de communes, 94 au total, font état d'une augmentation de la production de la campagne de printemps de 2017. Selon les prévisions des agriculteurs dans les différentes communes, la production de la campagne de printemps de 2017 devrait diminuer d'environ 15 pour cent pour le maïs, 18 pour cent pour le sorgho et 6 pour cent pour les légumineuses, par rapport à la même campagne l'année dernière. La baisse prévue de la production de sorgho s'explique principalement par une tendance structurelle. Ces dernières années, les agriculteurs n'ont cessé de réduire les superficies consacrées au sorgho, en raison essentiellement de la propagation d'une maladie fongique et de l'absence de semences résistantes à cette maladie. Le recul de la production de maïs et de légumineuses tient principalement aux précipitations irrégulières tombées au cours de la campagne. La production a également été entravée par le manque d'accès aux semences, en particulier pour les opérations de réensemencement. En revanche, les productions de riz et de racines féculentes devraient être supérieures à celles de 2016.

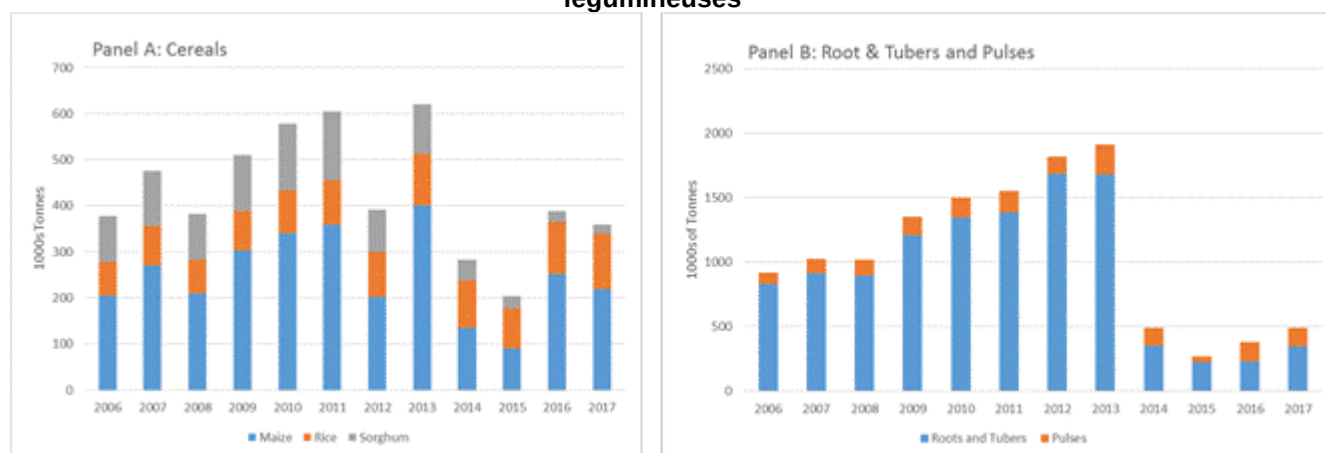
Tableau 8: Haïti – Prévisions de production pour les cultures de la campagne de printemps (en milliers de tonnes)

	2016	2017 (prévisions)	2017/16 Variation en %
Maïs	154	134	-15
Riz	42	44	4
Sorgho	5	4	-18
Légumineuses	54	51	-6
Racines féculentes	117	166	35

Source: Calculs de la FAO.

Afin d'établir une prévision pour l'ensemble de la production en 2017, nous supposons que la production des cultures d'automne et d'hiver demeureront stables par rapport à 2016. Cette hypothèse est modifiée par la suite pour prendre en compte les possibles répercussions de l'ouragan Irma. En considérant l'hypothèse de production stable par rapport à 2016 pour le reste des campagnes agricoles, la production céréalière en 2017 devrait s'établir à 359 000 tonnes, soit environ 8 pour cent de moins que l'an dernier (figure 11), mais plus de 20 pour cent que la moyenne annuelle de la période 2014-2016, durant laquelle les cultures avaient été touchées par le phénomène météorologique El Niño. Toutefois, la production céréalière de 2017 pourrait être nettement inférieure à la moyenne annuelle de 542 000 tonnes enregistrée au cours de la période 2009-2013, les cinq années qui précèdent l'arrivée du phénomène El Niño. En ce qui concerne les légumineuses, les principales récoltes ne surviennent pas avant l'automne et l'hiver, les récoltes débutant en décembre et s'étalant jusqu'au mois de mars de l'année suivante. Par conséquent, la production de légumineuses pourrait atteindre 140 000 tonnes, soit 8 000 tonnes de moins qu'en 2016, en raison de la baisse de la production au cours de la campagne de printemps. Comme pour les céréales, la production de racines féculentes devrait être nettement supérieure à celle de la moyenne annuelle de la période 2014-2016, mais nettement inférieure à la moyenne annuelle de 1 million de tonnes enregistrée au cours de la période 2009-2013, qui a précédé le phénomène El Niño.

Figure 11: Haïti – Tendances en matière de production de céréales, de racines féculentes et de légumineuses



Source: FAO sur la base de données du MARNDR.

5. SITUATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE DENRÉES ALIMENTAIRES

5.1 Situation de l'offre et de la demande alimentaires au cours de la campagne 2017/18

Afin de fournir une estimation de l'offre et de la demande alimentaires, la Mission s'est appuyée sur les données des Bilans nationaux des produits de base (CCBS). Les CCBS pour Haïti ont été estimés pour les céréales, les légumineuses et les racines féculentes pour la campagne de commercialisation 2017/18 (juillet/juin). Ces trois groupes de produits représentent environ 44 pour cent de la consommation énergétique et plus de 20 pour cent de l'apport en protéines. En vue de combiner les céréales avec les autres groupes de produits, tous les produits ont été convertis en tonnes d'équivalent maïs (TEM), à l'aide des taux de conversion fournis par la CNSA (voir annexe). Concernant la population, le nombre utilisé pour la campagne de commercialisation 2017/18 est de 10,9 millions, comme indiqué par le PNUD. Les niveaux de consommation par habitant (non-transformés) sont les suivants:

- i) Céréales: 92 kg/an.
- ii) Légumineuses: 20 kg/an.
- iii) Racines féculentes: 34 kg/an.

Pour les céréales et les légumineuses, les niveaux de consommation par habitant correspondent aux montants des moyennes historiques, tels qu'estimés dans FAOSTAT. Pour les racines féculentes et les tubercules, la consommation par habitant a été fixée à des niveaux inférieurs aux niveaux historiques car la capacité d'importation de racines féculentes et de tubercules d'Haïti est limitée, ainsi les pénuries de production locale se traduisent par des baisses de la consommation.

Les disponibilités intérieures de céréales pour la campagne de commercialisation 2017/18 (juillet/juin) devraient s'élever à 550 000 tonnes (équivalent maïs) soit 3,5 pour cent de moins que l'an dernier et presque 6 pour cent de moins que la moyenne de la période 2014-2016, durant laquelle la production avait été fortement réduite en raison du phénomène El Niño (tableau 9). L'écart entre les disponibilités intérieures et l'utilisation devrait être couvert par une augmentation de 19 pour cent des importations commerciales par rapport à 2016, qui devraient atteindre un niveau nettement supérieur à la moyenne de la période 2014-2016. Même si les importations de riz et de blé devraient constituer l'essentiel des achats, les importations de maïs au cours de la campagne 2017/18 devraient également augmenter et passer de 18 000 tonnes en 2016 à 52 000 tonnes pour combler le déficit dans l'utilisation intérieure lié à la baisse prévue de la production en 2017. Toutefois, cette prévision suppose que l'ouragan Irma, qui a touché Haïti au début de septembre, n'a pas eu de répercussions majeures sur la production. Les possibles répercussions de la tempête sont fournies dans l'additif présenté dans la section suivante.

Tableau 9: Haïti – Bilan de l'offre et de la demande alimentaires, campagne de commercialisation 2017/18 (juillet/juin), en milliers de tonnes d'équivalent maïs

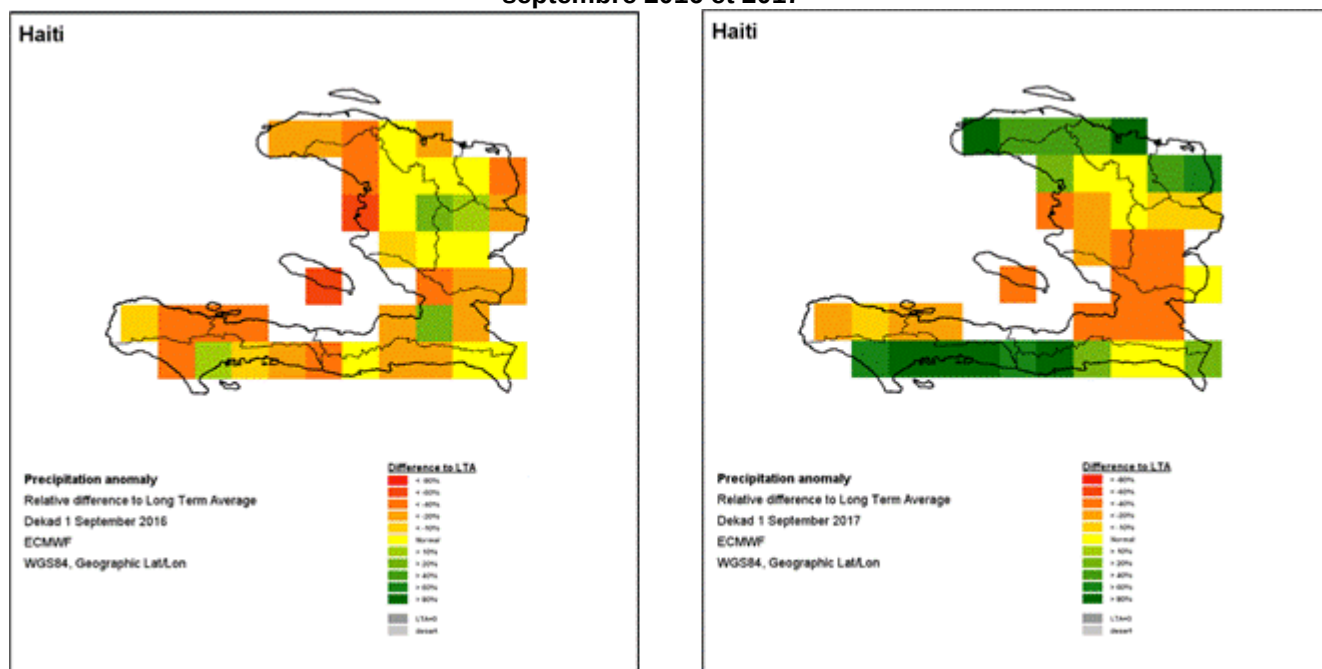
	Blé	Sorgho	Riz (usiné)	Maïs	Total des céréales	Légumineuses	Racines féculentes	Total 2017	Moyenne Des 3 Dernières années
Offre intérieure	5	20	119	220	364	64	121	550	584
- Variation par rapport à 2016 (%)								-3,5	
Prélèvement sur les stocks	5	-	-	-	5	-	1	6	138
Production	-	20	119	220	359	64	120	544	447
- Variation par rapport à 2016 (%)		-18	4	-14	-8	3	3	-4,5	
Utilisation totale	185	20	549	272	1 026	106	121	1 253	1 275
Utilisation alimentaire	183	10	509	240	942	101	117	1 160	1 096
Utilisation fourragère	-	2	-	20	18	-	2	20	31
Autres utilisations (semences, pertes, autres)	2	12	25	12	51	5	3	59	116
Exportations	-	-	-	-	-	-	-	-	
Constitution de stocks	-	-	15	-	15	-	-	15	32
Besoins d'importations	180	-	430	52	662	41	-	703	624
- Variation par rapport à 2016 (%)								19	

5.2 Additif: Répercussions prévues de l'ouragan Irma sur la production céréalière de 2017

La Mission n'était pas présente pendant la période de l'ouragan Irma, un événement de catégorie 5, qui n'a pas touché terre mais qui a frôlé le littoral nord du pays les 8 et 9 septembre 2017. Au moment du passage de l'ouragan, la plupart des récoltes de printemps avaient déjà été récoltées et les semis des cultures d'été et d'automne, à récolter respectivement à la fin d'octobre et en décembre, étaient bien avancés ou conclus.

Les évaluations officielles font état de dégâts aux cultures liés aux vents et aux inondations ainsi que de destructions de bananiers dues aux vents violents. Les départements du Nord, du Nord-Est et du Nord-Ouest ont été les plus touchés, entre 30 à 40 pour cent des terres cultivées ayant subi des dommages. Les niveaux de précipitations au cours de la première décade du mois de septembre ont atteint en moyenne 100 mm dans le département du Nord-Est, 78 mm dans le Centre et 44 mm dans le Nord-Ouest, soit des niveaux au moins 60 pour cent plus élevés que la moyenne (figure 12). Toutefois, certaines parties des départements de l'Artibonite et de Nippes ont également signalé des répercussions significatives liées au passage de l'ouragan, notamment sur les cultures de riz généralement récoltées entre la fin août et la fin novembre.

Figure 12: Haïti – Anomalies des précipitations durant la première décade du mois de septembre 2016 et 2017



Source: FAO/SMIAR.

Selon l'évaluation rapide effectuée peu après le passage de l'ouragan par la Cellule d'urgence du secteur agricole (CUSA) du MARNDR, environ un tiers des superficies consacrées aux céréales et aux légumineuses a été touché dans les départements du Nord, du Nord-Est et du Nord-Ouest (tableau 10). Bien que la CUSA ait constaté que les superficies consacrées aux racines féculentes avaient également été touchées, l'évaluation n'a pas été en mesure de déterminer clairement les pertes de production pour ces cultures.

Tableau 10: Haïti – Superficies cultivées touchées par l'ouragan Irma, département et produit (en pourcentage)

	Légumineuses	Maïs	Riz
Ouest	23	23	23
Sud-Est	10	10	10
Nord	36	36	36
Nord-Est	40	40	40
Artibonite	15	31	31
Centre	19	19	19
Sud	10	10	10
Grande-Anse	10	10	10
Nord-Ouest	27	27	27
Nippes	30	30	30

Source: FAO sur la base de données de la CUSA du MARNDR.

Pour évaluer l'impact potentiel de l'ouragan Irma sur la production, la part historique de la campagne d'automne sur la production annuelle a été prise en compte. Les récoltes d'automne représentent environ 16 pour cent de la production céréalière annuelle, 25 pour cent pour ce qui est des légumineuses et 22 pour cent dans le cas des racines féculentes. La production de la campagne d'automne dans les départements du nord touchés par l'ouragan Irma représente 20 pour cent de la production céréalière, 15 pour cent de la production de légumineuses et 22 pour cent de celle de racines féculentes. Étant donné que l'évaluation détaillée des pertes de récolte ne devrait pas être disponible avant la fin de 2018, la Mission suppose une

réduction de la production à l'échelle des départements équivalente aux superficies touchées par l'ouragan, comme indiqué par la CUSA. Puis par groupe de produits, ce chiffre a été ajusté pour tenir compte de la part correspondante de ces produits dans la production annuelle. En raison du manque d'informations, les chiffres concernant la production de sorgho et de racines féculentes n'ont pas été révisés. Selon ces estimations, les cultures les plus touchées, à la fois en termes absolus et relatifs, sont les légumineuses (tableau 11), suivies du riz, en termes relatifs, et du maïs qui a souffert des pertes les plus importantes en termes de quantité.

Tableau 11: Haïti – Possibles répercussions de l'ouragan Irma sur certaines cultures agricoles sélectionnées en 2017

	Prévisions originales (en milliers de tonnes)	Ouragan Irma (en milliers de tonnes)	Variation des prévisions (%)
Maïs	220	210	-4,7
Riz	119	112	-6,1
Sorgho	20	20	-
Racines et tubercules	350	350	-
Légumineuses	140	127	-9,7

Source: FAO/SMIAR.

Selon les estimations, les répercussions de l'ouragan Irma devraient se traduire par une nouvelle réduction des disponibilités alimentaires intérieures, un recul de 23 000 tonnes d'équivalent maïs (tableau 12). Cette baisse nécessiterait l'importation de 22 000 tonnes supplémentaires de céréales pour satisfaire les besoins d'utilisation domestique. Les importations pour la campagne de commercialisation 2017/18 (juillet/juin) atteindraient ainsi 725 000 tonnes, un volume nettement plus élevé qu'au cours de la période 2014-2016. La tendance concernant la production de riz serait ainsi inversée par rapport aux précédentes estimations. En effet, les prévisions concernant la production de riz en 2017 passeraient ainsi d'une augmentation prévue de 4 pour cent à un recul de 2 pour cent par rapport aux niveaux de 2016 (tableau 12).

Tableau 12: Haïti – Bilans des produits de base tenant compte des répercussions possibles de l'ouragan Irma, campagne de commercialisation 2017/18 (juillet/juin), en milliers de tonnes d'équivalent maïs

	Blé	Sorgho	Riz (usiné)	Maïs	Total Des céréales	Légu mine uses	Racines fécu- lentes	Total 2017	Moyenne des 3 dernières années
Offre intérieure	5	20	112	210	347	58	121	527	584
Variation par rapport à 2016 (%)								-8	
Prélèvement sur les stocks	5	-	-	-	5	-	1	6	138
Production	-	20	112	210	342	58	120	521	447
Variation par rapport à 2016 (%)		-18	-2	-18	-13	-6	3	-9	
Utilisation totale	185	20	547	272	1 024	107	121	1 252	1 275
Utilisation alimentaire	183	10	508	240	941	102	117	1 160	1 096
Utilisation fourragère	-	2	-	20	18	-	2	20	31
Autres utilisations (semences, pertes, autres)	2	12	25	12	51	5	3	59	116
Exportations	-	-	-	-	-	-	-	-	
Constitution de stocks	-	-	14	-	14	-	-	14	32
Besoins d'importations	180	-	435	62	677	48	-	725	624
Variation par rapport à 2016 (%)								22	

6. SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

6.1 Méthode

Une section du questionnaire de la CFSAM, mentionné précédemment, était axée sur la situation de la sécurité alimentaire dans les communes des agriculteurs interrogés. Ces éléments ont été complétés par un examen des documents élaborés par la CNSA et ses partenaires, en particulier concernant la sécheresse de 2015, et des évaluations effectuées après le passage de l'ouragan Matthew. Ces documents comprenaient: l'ESASU

post-sécheresse de 2015 (décembre 2015); l'ESASU post-ouragan Matthew – Phase I (janvier 2017); l'Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence après le passage de l'ouragan Matthew (mai 2017); l'Évaluation complète de l'impact de l'ouragan Matthew sur la sécurité alimentaire (mai 2017); et le Cadre intégré de classification (IPC) de la sécurité alimentaire élaboré par FEWSNET en février 2017 et couvrant la période juin-septembre 2017.

Pour l'analyse de la CFSAM, il était essentiel de tenir compte du caractère saisonnier de l'agriculture, étant donné que les populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire tirent l'essentiel de leur nourriture de leur propre production. Compte tenu de la méthodologie qualitative utilisée, la Mission n'est pas en mesure de donner des chiffres concernant les personnes en situation d'insécurité alimentaire. Au lieu de cela, elle a procédé à une analyse fondée sur les éléments probants disponibles.

6.2 Impact de l'ouragan Matthew sur la sécurité alimentaire

Avant l'ouragan Matthew, le pays avait connu une sécheresse liée au phénomène El Niño, qui a débuté à l'été 2014 et s'est prolongé jusqu'au début de 2016, provoquant une hausse du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire. L'ESASU a évalué l'impact de la sécheresse et a conclu qu'au niveau national, 3,6 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire et que 1,5 million étaient en situation de grave insécurité alimentaire. L'amélioration de la situation dépendait d'une production alimentaire abondante et de qualité au cours des campagnes de printemps et d'hiver de 2016. Même si la campagne de printemps 2016 a été acceptable voire même considérée comme très bonne, notamment dans les départements du Sud et de Grande-Anse, dans l'ensemble, elle n'a pas été suffisante, comme l'a révélé l'évaluation de la campagne. Les performances de la campagne d'hiver étaient ainsi d'autant plus critiques, mais en octobre, un ouragan a frappé le pays et tout particulièrement les départements du sud.

L'ESASU rapide, effectuée et publiée juste après le passage de l'ouragan, a signalé que 38 pour cent de la population dans les trois départements les plus touchés (Sud, Grande-Anse et Nord-Ouest) était en situation d'insécurité alimentaire. Un tiers de ces personnes risquait de sombrer dans une situation d'insécurité alimentaire sévère en l'absence d'aide humanitaire avant la prochaine récolte (juillet 2017).

L'ESASU post-ouragan Matthew publiée en mai 2017, durant la période de soudure en amont de la campagne de printemps de 2017, a conclu que près de 40 pour cent des ménages souffraient d'insécurité alimentaire (35 pour cent modérée et 5,3 pour cent sévère) à l'échelle nationale, soit quelque 3 millions de personnes (400 000 en situation de grave insécurité alimentaire et 2,6 millions en insécurité alimentaire modérée).

L'évaluation a également constaté que, même si la tempête a touché terre dans les départements du sud, 55 pour cent de la population a été touchée par l'ouragan au niveau national et 66 pour cent dans les zones les plus touchées (Grande-Anse, Sud, Nippes, Sud-Est, Gonâve, Nord-Ouest et Haute Artibonite).

En avril, le pays est entré dans la période de soudure, qui s'étend jusqu'en juillet, mois durant lequel les récoltes de la campagne principale de printemps ont commencé à soulager les difficultés d'accès à la nourriture des populations touchées. L'ouragan a affecté la production de la campagne agricole d'été, laissant présager une forte prévalence de l'insécurité alimentaire. À cela s'est ajoutée la lente reprise des plantations de bananes et de plantains, détruites par l'ouragan Matthew, qui devraient recommencer à produire aux environs du mois d'octobre.

Un rapport de la CNSA et du MARNDR publié en avril 2017 (Bulletin n°16) a constaté que les superficies ensemencées pour la campagne d'hiver 2016/17 étaient inférieures à la normale, et ce en raison de différentes contraintes. Il signale également que les récoltes rentrées dans la région du Nord-Ouest du pays n'ont pas été satisfaisantes. En revanche, sur les versants humides du sud-ouest et de l'ouest du pays, les récoltes de maïs, de haricots et de légumes se sont déroulées sans problème.

Le rapport a réalisé des évaluations basées sur la classification IPC et a conclu que plus de 30 pour cent de la population serait en phase IPC "crise" ou "urgence" avant la prochaine récolte (juillet). En outre, selon le rapport, la majeure partie de la population dans les zones directement touchées par l'ouragan Matthew devraient être en Phase 4: "urgence" en l'absence d'interventions appropriées.

Le rapport basé sur les zones de moyens de subsistance au niveau national, publié en mai 2017, a été élaboré par la CNSA, OXFAM, ACF, Concern et l'Union européenne (ECHO). Il a constaté que, dans les zones de moyens de subsistance, les ménages souffraient d'un accès réduit à l'éducation, aux intrants agricoles, aux produits de l'élevage, aux terres, etc. en raison d'une diminution des revenus. Cette situation concernait

47 pour cent des ménages dans les zones les plus touchées et 21 pour cent dans le reste du pays. Plutôt que d'utiliser la méthodologie CARI du PAM (qui permet de déterminer les indicateurs de la sécurité alimentaire), cette analyse s'est appuyée sur l'approche de l'économie des ménages pour réaliser ses estimations.

L'analyse a conclu que les principaux facteurs ayant eu une incidence sur l'insécurité alimentaire des ménages après le passage de l'ouragan Matthew étaient:

- Une hausse anormale des prix des aliments au cours de la période de soudure.
- Une diminution des revenus des ménages les plus pauvres, qui dépendent de la production et de la main-d'œuvre agricoles.
- Une réduction possible de la production durant la campagne de printemps 2017, en raison d'un manque de ressources nécessaires pour l'achat d'intrants agricoles et d'une réduction de la demande de main-d'œuvre.
- Le recours à des stratégies d'adaptation négatives en raison d'une diminution des revenus.

Les chiffres des évaluations post-ouragan Matthew ont été extrapolées à l'aide des prévisions de l'IPC pour juin-septembre 2017 (la CFSAM a eu lieu en août). La projection estime que les zones les plus touchées par l'ouragan Matthew pourraient rester confrontées à une situation de consommation alimentaire insuffisante et continuer de recourir à des stratégies d'adaptation négatives, étant donné que deux tiers des ménages devraient rester en phase d'urgence. Les récoltes de la campagne de printemps de 2017 (juillet) seront déterminantes pour d'éventuelles améliorations de la situation. Sur la base des estimations faites en janvier, une amélioration était prévue, mais dépendait de précipitations satisfaisantes (les prévisions climatiques n'étaient pas très bonnes). Le rapport a souligné qu'en raison des pertes et du manque de ressources financières nécessaires pour la production, l'accès à l'alimentation continuerait d'être un facteur contraignant.

D'un point de vue géographique, les régions dans les zones de moyens de subsistance HT01 (majeure partie du Nord-Ouest, Gonâve, Haut Artibonite, certaines parties du Bas Artibonite et Grande-Anse) devraient rester en phase IPC "crise" jusqu'en septembre 2017. À l'exception du département de l'Ouest, le reste du pays devrait être en phase IPC "stress".

Par conséquent, les chiffres, à savoir de 38 à 40 pour cent de la population (environ 3 millions de personnes) souffrant dans une certaine mesure d'insécurité alimentaire semblent cohérents entre les différents rapports publiés, de l'ESASU post-ouragan Matthew au rapport prévisionnel sur la campagne de printemps, et des améliorations semblent possibles mais dépendent des résultats de la récolte de printemps de 2017.

Sur la base de ces données générales, les équipes de la CFSAM ont parlé à plus de 800 agriculteurs, qui se sont portés volontaires pour faire part de leur perception de la situation de la sécurité alimentaire. Le rapport de la CFSAM constitue la dernière appréciation de la situation, même si les conclusions sont fondées sur des perceptions provenant des communautés elles-mêmes et non pas d'un exercice statistiquement représentatif.

Les semis de la campagne de printemps débutent en février et se poursuivent jusqu'au début d'avril. Cela tient au fait que les précipitations n'arrivent pas au même moment dans tout le pays et que les agriculteurs étalent les semis pour limiter les risques associés. Cela revêt une importance particulière cette année, en raison de l'absence de semences et du manque de revenus pour l'achat d'intrants agricoles, qui ont entraîné une réduction des superficies ensemencées. Dans les champs, il était fréquent de voir des cultures à différents stades et la Mission a constaté que les plantations précoces avaient déjà été récoltées ou déjà perdues, notamment dans les zones touchées par la sécheresse en juin (principalement dans le Haut Artibonite, certaines parties du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Centre). Ces régions ont connu une détérioration de la situation de l'insécurité alimentaire en raison de l'accumulation des chocs et des pertes subies lors de la récolte précédente, qui ont réduit les disponibilités alimentaires au cours de la période de soudure.

Pour ce qui est des réserves alimentaires, les agriculteurs dans les entretiens de groupes ont signalé que, en moyenne, les récoltes de la campagne de printemps de 2017 (qui a débuté en juillet) ne couvriraient que trois mois de consommation des ménages, et que ces derniers dépendraient ensuite du marché. Mais un cinquième des agriculteurs interrogés ont déclaré que leurs réserves de nourriture ne couvriraient qu'un mois de consommation, après quoi ils seraient tributaires du marché jusqu'à la prochaine période de récolte à la fin d'octobre.

Il est apparu clairement que les agriculteurs avaient rencontré des problèmes au cours de la période d'ensemencement (février et mars). En effet, 76 pour cent des groupes ont rapporté qu'ils avaient contracté plus de dettes en 2017 qu'en 2016 afin de financer leurs opérations de semis. Pour 43 pour cent, l'endettement

était destiné à combler les pertes de production encourues au cours de l'année précédente. L'incapacité à produire et à rembourser leurs crédits pourrait compliquer davantage encore leur accès à la nourriture, du fait de la contraction des disponibilités alimentaires issues de leur propre production et de la baisse de leur pouvoir d'achat. Selon les groupes, seulement la moitié des ménages endettés pourront faire face à leurs dettes et couvrir leurs besoins alimentaires.

Les sources de nourriture sont, en proportion égales, la production propre et les marchés, malgré les prix élevés, le manque de revenus et les problèmes d'accès, en particulier dans les zones touchées par l'ouragan Matthew. Le reste a déclaré que l'aide alimentaire constituait leur principale source de nourriture.

On considère que la production animale et la disponibilité de produits de l'élevage ont été gravement compromises après le passage de l'ouragan Matthew. Pour ce qui est de la volaille, 90 pour cent des communautés ont signalé de graves problèmes liés à la présence de maladies (principalement la maladie de Newcastle), tandis que plus de 80 pour cent des communautés ont signalé des difficultés dans les élevages caprins et porcins. Concernant les bovins, 72 pour cent des groupes ont signalé des disponibilités inférieures aux niveaux de l'année précédente (c.-à-d. août 2016) et près de la moitié ont signalé une réduction des cheptels et une augmentation des problèmes sanitaires des ovins.

Dans les provinces du sud, où les fruits de l'arbre à pain sont une composante importante du régime alimentaire, cette année a été mauvaise en raison des dommages causés par l'ouragan Matthew. La Mission a confirmé cela en demandant les prix pratiqués sur le marché. Une communauté a déclaré que d'ordinaire les fruits coûtaient 50 HTG la douzaine, alors qu'au moment de l'évaluation les fruits s'échangeaient sur le marché entre 25 et 100 HTG la pièce dans les régions du sud. Cette situation particulière devrait s'améliorer avec le début des récoltes de la campagne principale en octobre.

Les agriculteurs sont optimistes quant à l'avenir dans ces zones où les récoltes de la campagne d'été n'étaient pas encore perdues. Cela apparaît notamment dans leurs réponses à la question concernant la situation actuelle et future de l'insécurité alimentaire. Alors que pour 46 pour cent des communautés l'insécurité alimentaire s'est aggravée par rapport à août 2016, près de 70 pour cent estiment que la situation s'améliorera dans les six prochains mois.

6.3 Moyens de subsistance et sources de revenu

Une évaluation globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité effectuée en 2007 a révélé que 75 pour cent des ménages ruraux dépendaient de l'agriculture et que les activités agricoles représentaient 47 pour cent des sources de revenu pour cette population, mais que des écarts importants existaient entre les zones agro-écologiques.

La CFSAM, par le biais des entretiens de groupes, a constaté que la principale source de revenu au moment de ces réunions était la vente de produits agricoles issus de la dernière campagne ainsi que la vente d'animaux (environ 30 pour cent chacun). Venait ensuite le petit commerce (autour de 25 pour cent). Il n'y a pas eu de changement substantiel par rapport au même mois de l'année précédente. La pêche dans les zones côtières était au même niveau que l'an dernier, bien que durant les conversations, les pêcheurs ont signalé qu'ils avaient arrêté ou réduit leurs captures parce que leurs outils et équipements de pêche avaient été détruits ou endommagés par l'ouragan Matthew et certaines personnes ont déclaré ne pas avoir les moyens d'acheter suffisamment de carburant pour aller pêcher dans des zones plus lointaines mais plus riches en poisson.

La proportion des groupes qui ont déclaré avoir vendu des produits animaux cette année n'a pas changé de manière significative par rapport à l'an dernier. Mais les participants ont signalé que la maladie de Newcastle constituait un problème majeur pour la volaille partout dans le pays, tandis que les chèvres souffraient d'infections intestinales et de diarrhées. Ce qui précède signifie probablement que les problèmes sont endémiques et qu'il est possible d'améliorer la participation économique de la production animale.

Les communautés ont signalé des niveaux élevés d'endettement. Les informateurs ont comparé le niveau d'endettement à celui de l'an dernier et plus de trois quarts d'entre eux ont déclaré qu'il avait augmenté. La moitié des groupes d'agriculteurs interrogés pensent que les agriculteurs seront en mesure de rembourser leurs dettes si la récolte d'été est bonne tandis que l'autre moitié n'est pas optimiste.

Dans le grand sud (les départements du sud) touchés par l'ouragan Matthew, les agriculteurs ont signalé que les ventes de produits d'origine animale et de produits de l'agriculture étaient les principales sources de revenu.

La situation actuelle est perçue par près de la moitié des groupes (46 pour cent) comme un manque de diversification des possibilités de générer des revenus et 56 pour cent des participants aux groupes considèrent que leurs sources de revenus ont diminué par rapport à août 2016.

Lorsqu'ils sont interrogés sur leurs difficultés à obtenir la nourriture nécessaire pour subvenir aux besoins de leurs familles, un tiers d'entre eux a mentionné l'absence de revenu comme le principal problème, et pour 44 pour cent d'entre eux le marché constitue la principale source de nourriture.

Les plus jeunes ont inclus la possession d'une moto-taxi dans la liste des sources de revenu, mais cela ne semble pas être une source de revenu constante ni économiquement importante en mesure de fournir un accès à une alimentation adéquate pour la majorité de la population souffrant d'insécurité alimentaire.

Le rôle des envois de fonds comme source de revenus est un sujet difficile à aborder dans les communautés. Toutefois, on peut supposer qu'ils contribuent à l'accès à la nourriture, en raison des nombreuses références faites à l'émigration par les personnes interrogées. De nombreuses personnes ont mentionné que les jeunes et même des familles entières vendaient tous leurs biens et émigraient vers le Chili et le Brésil ou vers la République dominicaine pour trouver un travail saisonnier. Selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2015, les envois de fonds auraient doublé entre 2007 (1 milliard d'USD) et 2017 et représenteraient au moins un cinquième du PIB.

Malgré ce qui précède, la Mission n'a pas constaté dans les régions rurales éloignées certains des signes communs des envois de fonds dans les communautés: des constructions solides, des modèles de voiture récents, des boutiques à la mode (pour les standards locaux), etc. En outre, à mesure que la Mission s'est déplacée vers l'ouest et le sud, elle a constaté que la situation était de plus en plus désespérée: des maisons détruites et l'absence de reconstruction (y compris des éléments fondamentaux, comme des toits rustique).

6.4 Stratégies de subsistance

Les dommages causés par l'ouragan Matthew ont aggravé les dégâts provoqués par la sécheresse prolongée qui a sévi dans le pays de l'automne 2014 jusqu'au début de 2016. Alors que les prix des aliments avaient commencé à fléchir après la récolte de printemps de 2016, l'ouragan a inversé cette tendance. Les niveaux élevés des prix, conjugués à l'absence de sources de revenus, menacent l'accès économique aux aliments, non seulement dans les zones touchées par l'ouragan, mais également dans le reste du pays.

En moyenne, environ un tiers de tous les groupes interrogés a déclaré avoir eu recours à des stratégies de subsistance négatives (réduction du nombre de repas, de la quantité de nourriture, de la qualité de l'alimentation, etc.). Plus de la moitié des groupes ont déclaré devoir emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture et demander des crédits pour survivre; un grand nombre de communautés ont également cité l'émigration (en particulier vers le Chili) comme mécanisme d'adaptation. Les personnes interrogées ont déclaré que nombre de personnes vendaient leurs actifs et émigraient vers ce pays à la recherche d'un emploi et de revenus.

Les stratégies de subsistance les plus citées par les groupes étaient les suivantes: endettement (60 pour cent); achat d'aliments à crédit (48 pour cent); vente des actifs du ménage ou des moyens de production (42 pour cent); migration (40 pour cent); consommation précoce des cultures (ex. manger du maïs en épi au lieu de le laisser sécher pour faire des réserves) (30 pour cent). Une part inquiétante des ménages, à savoir 30 pour cent, a déclaré devoir mendier pour survivre.

Les agriculteurs ont cité la vente de charbon de bois comme stratégie de subsistance et non comme source de revenu, peut-être parce que cette activité est interdite, même si l'on trouve du charbon de bois sur tous les marchés. La population sait que la production de charbon de bois conduit à la déforestation et à la dégradation de l'environnement, mais confrontées à la nécessité de trouver une source de revenus, les personnes se sentent obligées de couper des arbres et des les brûler pour produire du charbon de bois.

7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Avant le passage de l'ouragan Matthew en octobre 2016, le pays avait connu une sécheresse liée au phénomène El Niño, qui a débuté à l'été 2014 et s'est prolongée jusqu'au début de 2016, et a provoqué une hausse du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire. L'ESASU qui a évalué l'impact de la sécheresse a conclu qu'au niveau national 3,6 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire et que 1,5 million étaient en situation de grave insécurité alimentaire. Dans l'ensemble, la campagne de printemps de 2016 a été satisfaisante, mais pas assez abondante pour permettre un rétablissement complet.

La campagne agricole de printemps de 2017 a été caractérisée par des précipitations mal réparties et en quantité insuffisante, ce qui en fait la quatrième campagne consécutive depuis 2013 qui s'écarte significativement de la tendance des précipitations à long terme. Les précipitations ont commencé environ 20 jours plus tôt que d'habitude au cours de la campagne de printemps 2017, et les niveaux de précipitations en avril ont été significativement supérieurs à la moyenne à long terme. Les pluies précoces et abondantes ont compromis les récoltes de légumineuses, ces cultures étant moins tolérantes à l'excès d'humidité. Puis, en juin, un épisode prolongé de sécheresse et des précipitations inférieures à la moyenne ont nui à la récolte de maïs, qui était dans la phase de floraison et de remplissage des grains. Les difficultés persistantes d'accès aux intrants ont également nui à la campagne de printemps de 2017.

À supposer que les récoltes d'automne et d'hiver, à récolter respectivement en décembre 2017 et mars 2018, soient à des niveaux moyens, la production céréalière de 2017 serait inférieure d'environ 8 pour cent à celle de 2016, mais nettement supérieure à la moyenne de la période 2014-2016, touchée par le phénomène El Niño. Les disponibilités alimentaires intérieures devraient diminuer d'environ 3,5 pour cent par rapport à 2016 et s'établir à 550 000 tonnes. En conséquence, les besoins d'importations céréalières devraient croître d'environ 19 pour cent par rapport à 2016 et atteindre 703 000 tonnes en vue de satisfaire la demande locale. Cette prévision suppose que l'ouragan Irma n'a pas eu de répercussions majeures sur la production. Cependant, dans l'éventualité où les effets de l'ouragan Irma devaient s'avérer conformes aux évaluations officielles, les disponibilités alimentaires intérieures pourraient reculer de 23 000 tonnes supplémentaires, ce qui impliquerait une nouvelle hausse des besoins d'importation.

Bien que l'appréciation de la monnaie nationale en 2017 ait contribué à la stabilité des prix et à une disponibilité accrue de marchandises importées, les prix sont demeurés généralement élevés, malgré les déclin saisonniers. Toutefois, l'évolution des prix a été sensiblement différente selon les marchés et les produits. Par exemple, pour certains des principaux produits de base importés, tels que la farine de blé et les huiles végétales, sur certains marchés les prix sont restés élevés et supérieurs aux tendances historiques. Sur d'autres marchés, les prix en août avaient diminué à des niveaux bien en deçà de ceux de 2015 et de 2014. Du fait de la stabilité des prix, le coût du panier alimentaire représentatif a généralement baissé au cours de la période critique, de mai à septembre 2017, mais est resté plus élevé qu'au cours de la même période en 2016, en raison du resserrement de l'offre de produits nationaux.

La Mission s'est déroulée avant le passage de l'ouragan Irma au début du mois de septembre. À l'aide des informations tirées de l'évaluation rapide réalisée par les pouvoirs publics dans les zones agricoles touchées, l'analyse a conclu que la production devrait être supérieure à la moyenne des trois dernières années, à savoir la période touchée par le phénomène El Niño de 2014-2016. Mais la dépendance du pays à l'égard des importations pour satisfaire ses besoins devrait être sensiblement supérieure aux niveaux de 2014-2016. Ces conclusions reposent sur l'hypothèse que les pertes de production seront en phase avec l'évaluation précoce réalisée par les pouvoirs publics et excluent toute récupération éventuelle au cours de la prochaine campagne de production.

Des investissements sont nécessaires pour traiter les problèmes structurels du secteur agricole haïtien. Il s'agit notamment de renforcer la filière des semences, y compris en vue de développer des variétés locales et d'offrir un meilleur accès aux semences. À court terme, il convient d'améliorer l'accès au crédit pour l'achat de semences et d'autres intrants, ou de mettre en place des systèmes de distribution directe. Cela sera particulièrement important pour la campagne d'hiver en novembre et décembre. L'exode rural continuant de croître, les pénuries de main-d'œuvre agricole sont de plus en plus sévères. Pour atténuer les pénuries de main-d'œuvre, il est nécessaire d'introduire des technologies permettant de réduire les besoins de main-d'œuvre, y compris la mécanisation à petite échelle. Il conviendrait également de promouvoir des cultures et des voies de commercialisation alternatives, étant donné que les récents chocs météorologiques ont modifié les flux et les types de marchandises sur le marché. Par exemple, les régions méridionales du pays sont maintenant tributaires du nord pour l'offre de fruits de l'arbre à pain.

À la lumière de la situation évaluée par la Mission concernant la production, la stabilité du marché, le déroulement de la campagne d'hiver et l'aide aux populations vulnérables, il peut être considéré que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a diminué depuis janvier 2017, mais dans des proportions peu élevées. En outre, la Mission a conclu que le pays avait toujours besoin d'une assistance ciblée, particulièrement dans les zones où les moyens de subsistance des populations n'ont pas encore été rétablis et où il demeure d'importants besoins en matière de dépenses, notamment pour le logement.

Haïti – Facteurs de conversion en tonnes d'équivalent maïs (TEM) de la CNSA

	Facteur de conversion en TEM
Céréales	
Riz (paddy)	1,09
Maïs	1
Sorgho	0,94
Blé	0,93
Légumineuses	
Haricots secs	1,02
Arachides	1,54
Pois d'angle	1,02
Racines féculentes	
Pommes de terre	0,21
Patates douces	0,32
Manioc	0,39
Igname	0,28

Source: CNSA.

